

La Cité éducative « Minguettes – Saint-Fons » présente l'originalité d'être constituée sur deux communes, et à partir d'un QPV intercommunal « Minguettes – Clochettes ». Cette structuration s'explique par la remarquable similitude de typologie et de problématiques sur ces deux territoires, qui sont :

- Des communes de première couronne à forte dynamique démographique ;
- Des communes marquées par la politique de la Ville (40 % des habitants de Vénissieux et 45 % de Saint-Fons vivent en QPV et en QVA), ce qui atteste d'un niveau de précarité significatif de la population ;
- Des communes aux populations plus jeunes que la moyenne métropolitaine et nationale (plus de 40 % de la population de chacune des communes a moins de 30 ans ;)
- Des communes marquées par les difficultés économiques, d'accès à l'emploi et des fragilités familiales importantes (plus de 15 % de familles monoparentales ; plus de 20 % d'allocataires CAF avec des familles de 3 enfants ou plus – contre respectivement 9 % et 14 % sur la Métropole de Lyon) ;
- Des communes où le niveau de formation moyen est peu élevé (45.2% des 16-24 ans du QPV sont non-scolarisés, proportion proche des taux observés à l'échelle des deux Communes), et où le taux de chômage est plus élevé que la moyenne nationale (entre 20 à 25 % sur les deux communes, plus de 35 % pour les 15-24 ans contre 21 % sur la Métropole) ;
- Des communes marquées par une explosion démographique en matière scolaire, marquée par l'augmentation des classes avec les dédoublements CP et CE1 largement déployés ;
- Des communes marquées par une offre éducative importante, mais fragile, avec une offre de locaux insuffisante liée à la pression démographique et des collèves qui souffrent d'une image négative

Le choix d'intégrer dans le périmètre de la Cité éducative la totalité de la commune de Saint-Fons, dont la population s'élève à 18 156 habitants en 2015, renvoie à l'homogénéité de sa population. 45 % des habitants de la commune résident en QPV, 85 % si l'on ajoute les habitants des quartiers de veille active. La population scolaire *intra muros*, se répartit dans sept groupes scolaires primaires, une école maternelle et une école élémentaire, ainsi qu'un collège installé sur deux sites (Alain et Marronniers, sur le territoire de Vénissieux). On compte aussi un groupe scolaire de dix classes (4 maternelles et 6 élémentaires) de l'enseignement privé sous contrat sur le territoire communal.

L'ensemble de la population scolarisée dans les établissements publics de la commune relèvent de l'éducation prioritaire, puisque les 3 560 enfants et jeunes de 2 à 17 ans comptabilisés dans les effectifs en octobre 2019 fréquentaient des établissements REP+.

Par ailleurs, la Ville de Saint-Fons compte une population bien plus jeune que les moyennes nationales ou d'agglomération : 44 % de la population a moins de 30 ans contre 36 % à l'échelle nationale.

En 2013, l'INSEE décomptait **6396 habitants** âgés de moins de 24 ans sur Saint-Fons. 39,3 % de cet effectif résidait dans le QPV de Arsenal-Carnot-Parmentier (31,6 % pour l'Arsenal, 7,7 % pour Carnot Parmentier) et 22 % dans la partie sainfoniarde du QPV intercommunal Minguettes-Clochettes. Depuis cette date, la population recensée a augmenté de plus de 4 000 habitants, Saint-Fons comptant désormais 18 456 habitants.

On peut proposer en 2019 le chiffrage suivant des enfants et des jeunes de 0 à 25 ans sur le territoire de Saint-Fons, en compilant un certain nombre de données :

- 1161 enfants de moins de 3 ans sur le territoire (diagnostic CAF 2016) ;
- 411 enfants différents accueillis dans les 4 EAJE de la Ville et l'EAJEF, ainsi que 47 enfants différents accueillis par les assistantes maternelles adhérentes au RAM. 839 enfants accueillis dont 129 enfants différents au Lieu accueil enfant parents Kangourou. Il est à noter qu'au sein des équipements municipaux, 167 enfants étaient issus de familles déclarant des revenus en-dessous du seuil de pauvreté (données d'activité Ville de Saint-Fons 2018) ;
- 1186 enfants inscrits en classes maternelles publiques, dont 98 toutes petites sections (entre 2 et 3 ans), et 58 enfants inscrits en classes maternelles privées, répartis en 50 classes maternelles – dont 46 publiques (données scolaires septembre 2019) ;
- 1639 enfants de 6 à 12 ans inscrits dans les 95 classes élémentaires (dont 45 dédoublées) de l'enseignement public, et 106 élèves sainfoniards scolarisés dans l'école privée (données scolaires septembre 2019) ;
- 750 élèves de 12 à 16 ans scolarisés sur les deux sites du Collège Alain, mais **population potentielle du collège de secteur établie à 1046 personnes en 2018** (cf. étude de Étienne Butzbach, coordonnateur du réseau mixités à l'école pour le CNESEO) – donnant à voir l'importance des problématiques d'attractivité de l'enseignement public de proximité sur le territoire de la Cité éducative ;
- 3298 jeunes de 16 à 29 ans en 2013, dont 817 inscrits à la Mission locale de Saint-Fons en septembre 2019 ;

SOIT UNE POPULATION « 0-25 ans » estimée en 2019 entre 7 000 et 8 000 habitants.

A Vénissieux, le périmètre de la Cité éducative est le QPV Minguettes, complété des groupes scolaires Flora TRISTAN, Gabriel PERI et CENTRE inclus dans le périmètre scolaire des collèges concernés.

La population du QPV Minguettes est de 21 966 habitants en 2015, à Vénissieux 40 % de la population réside en QPV.



La population scolaire du périmètre de la Cité Educative se répartit en 9 groupes scolaires élémentaire et maternelle, une école primaire et une école maternelle, représentant au total 93 classes de maternelle et 179 classes d'élémentaire (dont 100 classes de CP/CE1). Pour ce qui concerne le secondaire, il y a 3 collèges et un lycée.

Par ailleurs, le QPV Minguettes compte une population bien plus jeune que la moyenne de l'agglomération : 39,1 % de la population a moins de 25 ans contre 34,1 % à l'échelle métropolitaine.

On peut proposer en 2019 le chiffrage suivant des enfants et des jeunes de 0 à 25 ans sur le territoire du QPV Minguettes (complété des groupes scolaires Flora TRISTAN, Gabriel PERI et CENTRE), en compilant un certain nombre de données :

- nombre d'enfants de 0 à 3 ans : 2090 enfants (dont 1375 enfants aux Minguettes et 715 enfants sur le secteur Centre / Péri) ; par ailleurs, il est dénombré 62 places en EAJE sur le secteur Centre-Péri ainsi que 144 places en EAJE et 76 assistantes maternelles indépendantes sur le secteur Minguettes.
- nombre d'enfants scolarisés en premier degré (sur secteur Cité Educative) : 5 390 élèves dont 2 325 enfants inscrits en maternelle et 3 065 enfants inscrits en élémentaire (sur 9 507 enfants scolarisés sur l'ensemble du territoire)
- nombre d'enfants scolarisés au collège : 2 118 collégiens
- nombre d'enfants scolarisés au lycée : 1 104 lycéens et étudiants supérieurs (car BTS) - avec les filières professionnelles comptées dans les effectifs.
- nombre de jeunes accompagnés par la mission locale : 2705 jeunes au total en 2018
- Ce sont 4 maisons de l'enfance et 7 antennes périscolaires présentes sur le territoire de la Cité Educative.
- Il est également dénombré 3 Etablissements Polyvalents Jeunes.

SOIT UNE POPULATION « 0-25 ans » de plus de 13 400 habitants.

Ces éléments confortent l'idée d'une Cité éducative constituée au cœur d'un territoire marqué par la jeunesse de sa population, et l'acuité des enjeux éducatifs.

*
**

La Cité éducative constitue une démarche globale, se proposant de conforter le rôle de l'école, de promouvoir la continuité éducative et d'ouvrir le champ des possibles pour les enfants et les jeunes de 0 à 25 ans. Elle prend la forme d'un appel à projets ouvert, sur la période 2020-2022, permettant à des opérateurs de prétendre à des moyens supplémentaires proposés par l'État

Réunis en COPIL intercommunal le 21 octobre 2019, les municipalités de Vénissieux et de Saint-Fons, l'Éducation nationale et ses têtes de file sur le territoire, ainsi que le sous-Préfet à la Ville et ses services, ont validé les orientations générales proposées dans l'avant-projet déposé le 30 juin 2019. Celles-ci peuvent être résumées comme suit :

- **Favoriser la construction d'une culture commune** : L'intérêt de la Cité éducative revient à disposer d'une dynamique institutionnelle de coordination permettant de réactualiser les ambitions déclinées au niveau communal, avec un soutien institutionnel des services déconcentrés de la Préfecture et de l'Éducation Nationale. De la sorte, une ingénierie de projet renforcée doit permettre à la Cité éducative de se doter des moyens de poser un diagnostic et un état des lieux partagés, suivis et évolutifs, au prisme des indicateurs recueillis par les différents partenaires, et une adaptation des actions en conséquence.

L'ambition de la Cité éducative doit donc être de favoriser les échanges entre les différentes parties prenantes de la communauté éducative locale, réduire les incompréhensions réciproques, et conduire à l'enrichissement de l'offre éducative du territoire.

- **Développer les actions de coéducation et de soutien à la parentalité** : La Cité éducative doit permettre d'associer largement les enfants, les jeunes et leurs parents aux réflexions, par la voie notamment de recherches-actions où ils ne seraient pas placés sur des postures d'expression de revendications, mais positionnés en acteurs du changement, et véritables forces de proposition. Il conviendrait ainsi d'intensifier les actions de coéducation et d'accompagnement à la parentalité pour créer une dynamique de territoire autour de ces thématiques.

Ce cadre pourrait également favoriser la continuité du parcours éducatif en intensifiant les actions sur les passerelles entre tranches d'âge (crèche-autres modes de garde / maternelle et élémentaire / collège / lycée / post bac).

- **Apporter un soutien à l'innovation** : La Cité éducative, avec les nouveaux moyens mis en œuvre par l'État et les collectivités, doit enrichir l'offre éducative existante, afin d'améliorer la réussite scolaire et éducative, et l'épanouissement des enfants et des jeunes. Cela passera par l'affectation de moyens humains sur des actions



complémentaires de dispositifs existants (temps de référence dédiés sur des parcours spécifiques PRE...) ou l'expérimentation de nouveaux outils partenariaux, soumis à évaluation collégiale.

Ainsi, tout en conférant une visibilité accrue par la mise en cohérence des différentes actions existantes mises en œuvre sur le territoire, qui participera à leur visibilité et leur valorisation, la Cité éducative doit produire un véritable effet multiplicateur dans le champ éducatif au sens large.

Les partenaires ont arrêté **cinq programmes d'action opérationnels**, qui définissent des axes de travail prioritaires déclinés comme suit :

- **Travailler au renforcement d'une interconnaissance et de représentations partagées pour fluidifier les échanges et institutionnaliser la transversalité des acteurs éducatifs du territoire** : il s'agit par exemple de contribuer au développement de formations communes entre professionnels, voire entre professionnels et parents ; de développer des espaces d'échanges et des lieux ressources ; de favoriser la mise en place d'outils de diagnostic et d'évaluation partagés, à travers la constitution d'une ingénierie spécifique consacrée à l'animation de la Cité éducative ;

- **Remobiliser les collégiens exclus et/ou pré-décrocheurs et les lycéens pour les réintégrer dans une offre éducative qualifiante et les accompagner vers l'insertion professionnelle** : les partenaires entendent travailler notamment à renforcer l'ouverture des établissements aux différents acteurs associatifs pour favoriser la continuité éducative dans les domaines artistiques (musiciens intervenants), culturels (médiathèques), sportifs (éducateurs sportifs), de l'information jeunesse généraliste (BIJ / PIJ), des projets de volontariat jeunes (centres sociaux) ou de la prévention (éducateurs spécialisés), et œuvrer collectivement pour faciliter la continuité du suivi des élèves et proposer des solutions réactives de prise en charge des exclus temporaires ; l'objectif est aussi de travailler dans la durée sur l'insertion professionnelle de ces jeunes, au-delà de la fin de leur parcours scolaire : les partenaires entendent également...favoriser la découverte des métiers dès le cycle 3, consolider les bourses aux stages favorisant la mobilité des jeunes, et mobiliser le service public de l'Emploi pour ré-encadrer le tissu économique au territoire en lien avec la MDEE, la Mission Vallée de la Chimie, la Mission locale ou le BIJ / PIJ ; il s'agit aussi de développer toute initiative participant au développement de la confiance en soi des élèves, comme des actions de suivi individualisé, de coaching ou de mentorat, via des outils existants comme le Programme de réussite éducative, ou d'autres actions spécifiques (classes relais, actions d'acquisition et de développement des savoir-être ou de coaching sur le temps extra-scolaire en lien avec la Mission locale...) ; de renforcer les liaisons collège / Lycée à travers des actions visant à mieux accompagner les jeunes dans une persévérance scolaire au-delà de la 3ème, notamment à travers des actions de valorisation des parcours d'anciens élèves ; de continuer à articuler actions préventives et actions correctives, comme les mesures à destination des jeunes déscolarisés pour les remettre en situation de travail et les accompagner vers la reprise de parcours de formation (Chantiers professionnels d'insertion, actions spécifiques de la Mission locale...) ;

A ce titre, les acteurs locaux de l'Education nationale entendent mettre en avant le projet d'une expérimentation en matière de persévérance scolaire, présentée comme suit :

Un lycée qui permet de continuer pour ne pas s'arrêter.

« Tout élève ayant échoué à l'examen du baccalauréat, se voit offrir, à la rentrée scolaire qui suit cet échec, en vue de préparer cet examen, le droit à une nouvelle inscription dans l'établissement dont il est issu ». Art. D. 331-61 du code de l'Education.

Chaque année, 50 à 80 élèves ayant échoués au baccalauréat général ou technologique ne peuvent accéder à ce droit s'ils sont issus des lycées de Vénissieux.

L'externalisation de la prise en charge de ces échecs accentue les risques de décrochage et de sortie sans diplôme. Relocaliser cet accompagnement pour permettre d'accéder à la réussite ne peut s'envisager qu'en innovant.

Sur cette ultime année dévolue aux études secondaires, la prise en charge doit entre autres croiser : travail sur l'estime de soi et sa place en société, réconciliation avec les apprentissages et mise en œuvre de modalités pédagogiques appuyées sur les sciences cognitives et traduire un double objectif : diplômer et favoriser des parcours continués dans le supérieur.

Positionné en amont par rapport aux lycées de la nouvelle chance ou aux micros lycées, ce bout de lycée est un outil de au service de la continuité qui n'impose pas une période de rupture, mais la devance.

Il reste à créer.

- **Développer pour les parents des lieux de répit, de dialogue et de promotion de leurs compétences et capacités éducatives** : il s'agit de rendre les lieux existants plus accessibles aux familles notamment en développant l'amplitude d'ouverture (comme le LAEP Kangourou), ou de consolider les systèmes d'attribution des places en crèche qui permettent d'assurer un droit au répit parental pour toutes les familles ainsi qu'en pérennisant la crèche à vocation d'insertion professionnelle) ; d'aller au-devant des parents pour contribuer à leur information, leur orientation de premier niveau et leur conscientisation sur les thématiques de parentalité notamment en créant des lieux d'échanges Parents/Jeunes/Professionnels (exemple des universités populaires des parents); de les aider à s'affirmer acteurs de la scolarité de leurs enfants, en facilitant par exemple la lisibilité de l'action éducative menée au collège, ou en renforçant les lieux accueils parents ou toutes autres formes d'actions permettant la rencontre des équipes éducatives et des parents sur des espaces neutres du territoire comme le collectif "Co-éducation" des centres sociaux des Minguettes (groupe de partenaires et de parents réunis autour de plusieurs actions : café des parents, défi sans écran, ...); de conforter les actions éducatives parents/enfants sur des lieux-tiers, en poursuivant notamment la reconfiguration en cours des Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité dans les locaux des opérateurs extérieurs (centres sociaux Arc-en-Ciel), et le développement de clubs « Coup de pouce » adaptés aux besoins des enfants et travaillés en lien étroit avec les équipes pédagogiques des écoles où ils s'insèrent ou l'animation par le PRE Vénissieux d'ateliers parents-enfants autour du positionnement du parent dans la réalisation des devoirs scolaires ; de favoriser les initiatives permettant la structuration de collectifs de parents pour les mettre en capacité d'apporter des solutions concrètes auprès de la communauté éducative, à travers l'étude d'opportunité de mise en place d'un fonds d'appui aux initiatives parentales (avec montée en charge progressive en fonction des résultats) ; mais aussi l'accompagnement des familles cumulant monoparentalité et grande pauvreté dans la réussite éducative de leurs enfants ;

- **Conforter la capacité de prise en charge des enfants et des jeunes à besoins spécifiques sur tous leurs temps de vie** : la Cité éducative doit permettre aux familles et aidants d'accéder plus facilement à des modes de garde ou de loisirs ponctuels, permettant d'étoffer la communauté prenant en charge les enfants présentant des troubles de comportement ; à court-terme, les partenaires entendent poursuivre la dynamique initiée sur le territoire via l'appel à projets « Fonds publics et territoires », permettant la compensation du recrutement de personnel surnuméraire pour la prise en charge d'enfants présentant des troubles de comportement ; de développer des sessions de formation interprofessionnelles, mêlant personnel communal et personnel associatif, dans la lignée d'actions déjà mises en place, voire de favoriser des procédures de recrutements conjoints d'animateurs ou de professionnels spécialisés, pouvant évoluer dans différentes structures (AVHS et animateurs périscolaires, par exemple), et permettant une continuité affective vis-à-vis de l'enfant ; de rechercher le développement des dispositifs existants (Cellules d'accompagnement pluridisciplinaires en lien avec SESSAD dans les écoles, Pôle ressources) portés par l'Éducation nationale et facilitant le lien et la prise en charge par le secteur médico-social, avec la mise en avant d'objectifs éducatifs, et d'en enrichir la portée par le développement de nouveaux partenariats avec l'ITEP, l'ARS ou la MDPH, voire l'Espace santé pluridisciplinaire récemment mis en place sur la commune ;

- **Enrichir le contenu de l'offre éducative à destination des enfants et des jeunes pour améliorer le bien-être à l'école et sur le quartier** : les partenaires entendent contribuer à l'amélioration de l'image des écoles et du collège, en s'impliquant dans les initiatives visant à mobiliser la communauté éducative locale pour l'amélioration des représentations du collège ; à promouvoir des actions longitudinales de médiation par les pairs, notamment sur le cycle 3, permettant la responsabilisation des enfants, et la verbalisation des émotions et le traitement des différends ; à travailler à la poursuite des actions de médiation conjointes aux abords des écoles et du collège, en lien avec les acteurs de la prévention ; à conforter les actions de sensibilisation à destination des enfants sur les différents temps de leur quotidien, sur les différents temps de l'enfant, dans les domaines de l'éducation aux médias, de la promotion de l'égalité filles/garçons et de l'éducation au développement durable, et des différentes politiques publiques portées sur le territoire ; à poursuivre les efforts en matière d'Éducation artistique et culturelle pour l'élargissement des horizons culturels, voire à développer des classes à besoins particuliers ; à proposer une offre sportive pensée en cohérence sur les différents temps de l'enfant et du jeune : à court-terme, il est ici question de s'appuyer sur des dispositifs déjà déployés (Sport passerelle via VVV par le COSF pendant vacances scolaires, actions CEL menées avec le COSF, mobilisation des ETAPS sur le temps scolaire, mise à disposition des équipements et adaptation de ces derniers aux besoins ; à favoriser les opportunités de mobilité tout au long du temps de vie de l'enfant et du jeune, à travers la valorisation du soutien aux classes de découverte et aux projets de voyages scolaires, et à toutes les actions favorisant la mobilité (permis de conduire, projets collectifs de mobilité internationale).